

el-oumami

l'internationaliste - الأممي

organe du parti communiste international

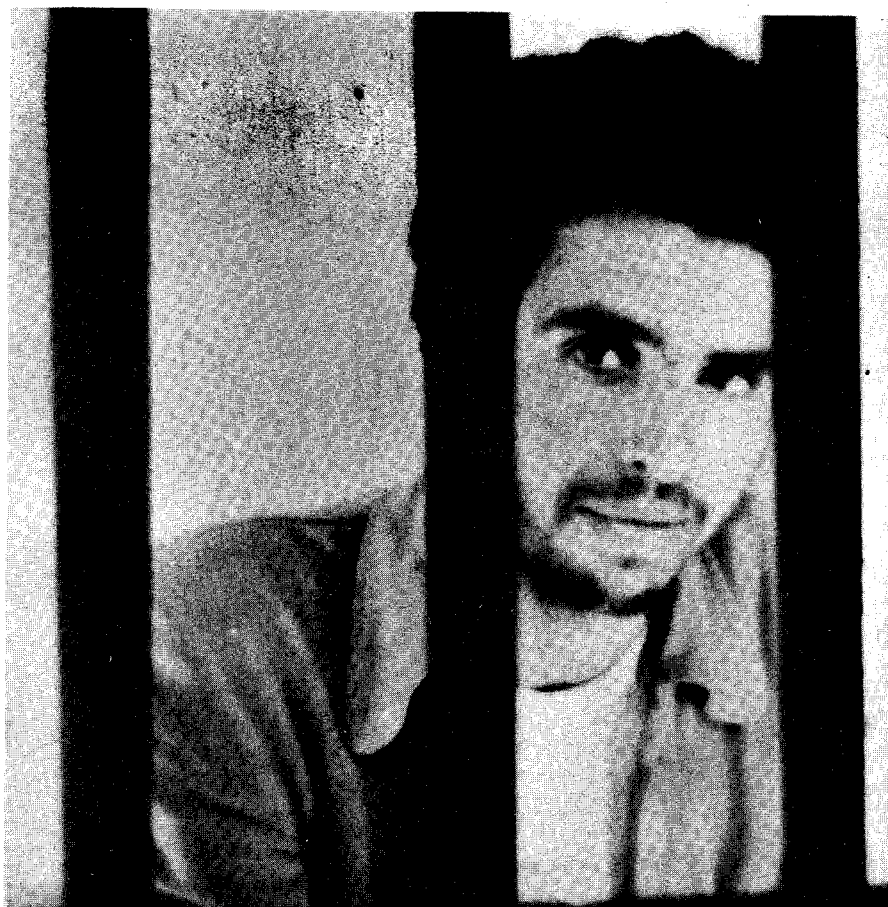


MAROC : 1DH, TUNISIE : 100 MILS, ALGÉRIE : 1DA

NUMERO 13 - SPECIAL - JANVIER 1981 1FF

Spécial : le procès de Blida

ALGERIE LIBEREZ BENKHALLAT ET SES CAMARADES !



Au moment où la bourgeoisie prétend qu'il n'y a plus de prisonniers politiques en Algérie, cinq militants et contacts de notre parti, accusés de "complot" contre la sureté de l'Etat, viennent d'être condamnés à des peines allant de 3 à 10ans de prison.

Le procès de Blida

Le procès des jeunes militaires et civils inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat et accusés d'avoir constitué une cellule de notre organisation a été expédié en une journée, le 27 décembre, par le Tribunal militaire de Blida. En plus des avocats algériens désignés par les inculpés, seuls deux avocats français ont pu assister à l'audience ; mais on leur a interdit de plaider, et pour être sûr qu'ils ne pourraient suivre le procès, le président a décrété, contrairement à un usage constant devant ce tribunal, que les débats se dérouleraient en arabe. C'est donc dans un véritable huis-clos que les organes "légaux" de répression ont accompli leur besogne.

Tous les aveux des inculpés de Blida leur avaient été arrachés sous la torture après leur arrestation par la Sécurité militaire algérienne. Pour essayer d'éviter qu'on en parle, le président a déclaré dès le début du procès que seuls les aveux faits devant le juge d'instruction (c'est-à-dire après le passage entre les mains des "spécialistes" de la S.M.) seraient pris en considération. Les bourreaux en uniforme ont parfois de ces scrupules juridiques !... Cela n'a pas empêché notre camarade Rabah Benkhallat de dénoncer les tortures qu'il avait subies,

Malgré l'absence totale de preuves du prétendu complot contre la sûreté de l'Etat attribué aux accusés, les sentences prononcées ont été lourdes, à la mesure de la frayeur qu'inspire aux capitalistes et à leurs valets le spectre du communisme :

Mohamed BENSSADA a été condamné par défaut à 10 ans de prison

Rabah BENKHALLAT a été condamné à 6 ans de prison

Abdelmalek KENDOUR a été condamné à 6 ans de prison

Sid Ali AKKACHE a été condamné à 5 ans de prison

Mohamed NAAMAN a été condamné à 3 ans de prison

Même après leur condamnation, les emprisonnés de Blida restent entre les mains de la Sécurité militaire. Mobilisons-nous pour empêcher leur déportation dans le Sud, pour obtenir leur transfert dans une prison civile, pour arracher leur libération totale !

La déclaration courageuse du camarade Benkhallat

Jusqu'à ce jour nous n'avons pas encore un compte-rendu détaillé de l'audience du 27 décembre 1980 au cours de laquelle a eu lieu le simulacre de procès au terme duquel nos camarades ont été condamnés. Cependant, les quelques éléments dont nous disposons notamment à propos de la déclaration faite par notre camarade RABAH BENKHALLAT devant le Tribunal Militaire de Blida, ne manqueront pas de donner du courage à tous ceux qui brûlent de se battre contre cette société odieuse qui condamne ceux qui travaillent à la misère et à l'oppression, au moment où les bourgeois, ces profiteurs et ces parasites, baignent dans le luxe et l'opulence.

Notre camarade BENKHALLAT n'a pas hésité à dénoncer courageusement les tortures qu'il avait subies avec ses camarades malgré la présence d'officiers de la Sécurité Militaire dans la salle d'audience. Sa déclaration courageuse et enthousiaste était un véritable réquisitoire contre le faux "socialisme" algérien. C'est ainsi

qu'il a dénoncé l'injustice sociale dont sont victimes les masses travailleuses sous le capitalisme en rappelant que dans le socialisme il ne peut y avoir ni exploitation ni chômage.

Comme tous les bourgeois, le président du Tribunal Militaire n'a eu aucune honte à répondre en niant l'existence du chômage en Algérie et comment ? En rappelant cyniquement que seuls ceux qui ne veulent pas travailler sont au chômage en Algérie. A titre d'exemple, un ouvrier qui travaille tous les jours de la semaine a pu se libérer le vendredi pour peindre la maison ... de Monsieur le président du Tribunal !

Nos lecteurs apprécieront comme il se doit le cynisme des bourgeois qui puent le mensonge et condamnent les enfants des masses exploitées pour leur courage, leur intégrité et leur foi dans un monde où il n'y aura ni classes ni oppression de classe

Communiqué du Parti

Après des aveux arrachés sous la torture et un simulacre de procès, cinq militants et contacts de notre organisation viennent d'être condamnés à des peines de 3 à 10 ans de prison. Il s'agit de Mohamed Benssada, Rabah Benkhallat, Abdelmalek Kendour, Ali Akkache et Mohamed Naaman. Nous saluons ces jeunes révolutionnaires, qui malgré deux années de détention au secret entre les mains de la Sécurité Militaire algérienne n'ont pas hésité à revendiquer avec courage leurs idées face à ceux qui s'apprêtaient à les condamner.

Ce procès est un nouvel épisode de la répression qui frappe quotidiennement la classe ouvrière et les masses pauvres d'Algérie, cependant que la nouvelle classe dominante issue de l'indépendance s'engraisse cyniquement en accumulant richesses sur richesses. L'acharnement contre les condamnés de Blida montre à quel point la bourgeoisie algérienne craint la diffusion - en particulier au sein de l'armée, principal instrument de défense de sa domination et de ses privilèges contre la colère des masses - du marxisme révolutionnaire, qui démasque tous ses mensonges sur le soi-disant "socialisme" algérien et montre aux opprimés la voie de leur émancipation. Mais ni la répression, ni les mensonges bourgeois n'empêcheront le fossé de classe de se creuser chaque jour davantage, en Algérie comme ailleurs, et la classe ouvrière de s'emparer de l'arme du marxisme pour organiser à la tête des masses pauvres le combat contre le capitalisme.

Nous appelons tous les révolutionnaires, tous les militants de la cause de l'émancipation prolétarienne, à lutter avec nous pour la libération des condamnés de Blida, et pour les arracher des mains de la Sécurité Militaire

Quant aux bourgeois algériens, à leurs flics et à leurs tortionnaires, nous n'implorons de leur part ni "mesures de libéralisation", ni clémence. Nous n'avons qu'une chose à leur dire : le jour où la classe ouvrière procèdera au règlement des comptes, le châtiment qu'ils subiront de la part des masses sera à la mesure des souffrances qu'ils leur auront infligées.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
Le 1er janvier 1981

Libérez Benkhallat et ses camarades !

Cinq militants et contacts de notre organisation ont été condamnés à de lourdes peines de prison au terme d'un procès expédié à la hâte dans la journée du 27 décembre 1980. Accusés d'avoir constitué une cellule du Parti Communiste International, ils étaient inculpés d'"atteinte à la sûreté de l'Etat" et "complot".

Les sentences qui ont couronné ce procès montrent que l'absence totale de preuves de ce prétendu complot contre la sûreté de l'Etat n'a pas diminué pour autant l'acharnement des juges bourgeois. Cet acharnement s'explique parfaitement lorsqu'on sait combien la bourgeoisie est hantée par le spectre du communisme, même si aujourd'hui les voix qui s'élèvent pour défendre le marxisme orthodoxe ne se font pas beaucoup entendre.

Les camarades emprisonnés ont été arrêtés par la Sécurité Militaire en novembre 1978, au moment de l'aggravation de la maladie de Boumediène. La bourgeoisie craignait que les remous au sommet qui accompagnent nécessairement le processus de succession, ne créent une instabilité de nature à ouvrir des brèches aux masses et aux militants qui voudraient profiter de la situation pour intensifier leur propagande et leur agitation politiques.

Les arrestations qui ont eu lieu le 9 novembre 1978 à l'académie inter-armes de Cherchell étaient d'autant plus faciles que notre camarade Rabah Benkhallat était déjà "brûlé" aux yeux de la S.M. pour avoir été arrêté une première fois en juillet 1976. Remarquons au passage que le commandement militaire et les services de la S.M. se faisaient aider dans le flicage et la provocation de tous ceux qui sont susceptibles d'avoir des idées non conformistes par les "frères musulmans" très actifs dans l'académie militaire de Cherchell.

L'ampleur de la répression déclenchée à Cherchell en novembre 1978 montre surtout que la bourgeoisie a peur de la propagation du marxisme révolutionnaire tout particulièrement dans l'armée. Des personnes ayant sympathisé avec nos camarades ont été arrêtées et torturées. C'est ainsi que trois élèves-officiers qui étaient de simples contacts ont purgé avec les camarades presque 2 ans de prison avant d'obtenir un non-lieu à la veille du procès. Par ailleurs, d'autres militaires ont été arrêtés, torturés avant d'être relâchés au bout de 20 jours pour le simple "crime" d'avoir lu notre presse. Voilà la "sensibilité" de la bourgeoisie à "tout ce qui touche l'armée" dont parle le quotidien bourgeois *Le Monde* !

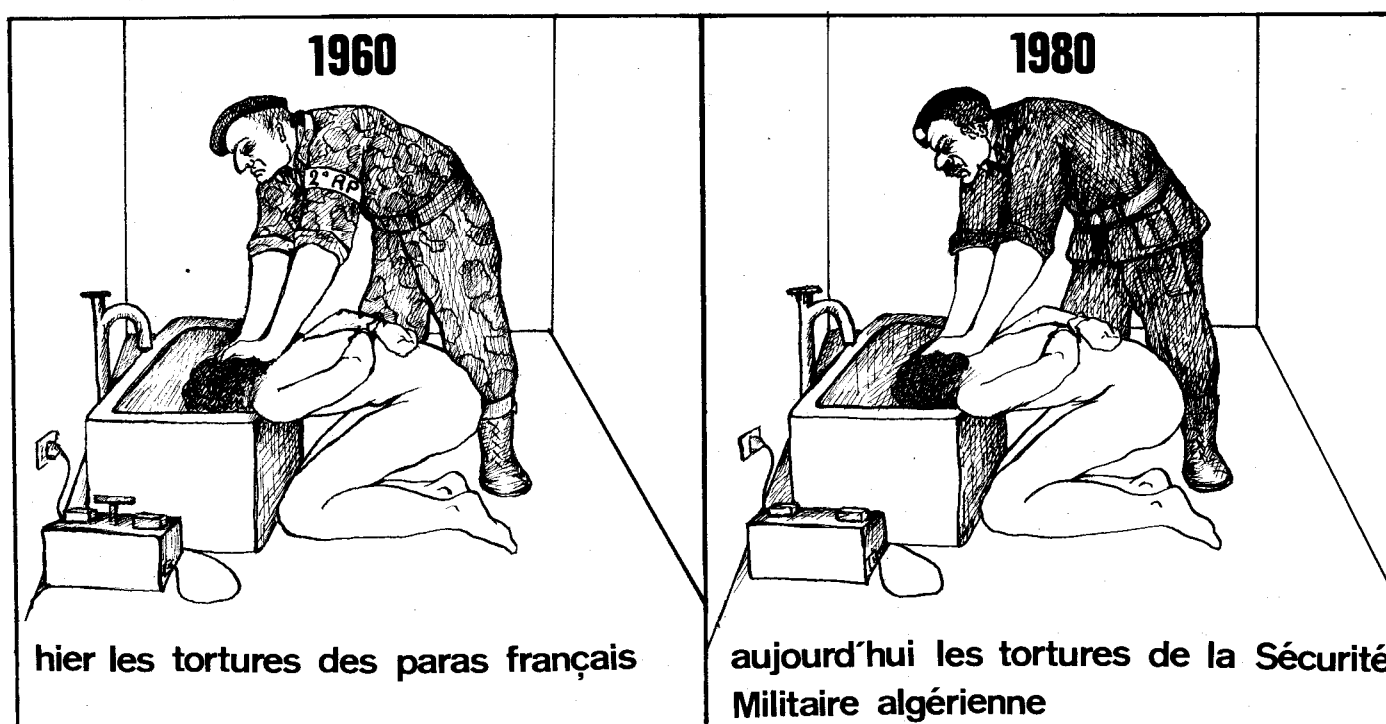
La bourgeoisie a d'autant plus peur de la contagion du marxisme qu'aucun des militaires arrêtés n'est un officier de carrière qui aurait rejoint volontairement les rangs de l'ANP. Ils sont tous issus de l'"Ecole des Cadets de la Révolution" créée à la veille de l'indépendance par l'ALN à la frontière algéro-tunisienne pour prendre en charge les enfants de chouhadas, de maquisards et des handicapés de guerre. Dès leur plus jeune âge, les cadets ont à subir une formation pré-militaire avec tout ce que supposent la vie de caserne et le despotisme hiérarchique. Ils sont par la suite appelés à devenir officiers de l'ANP. On imagine facilement le potentiel de révolte de ces jeunes militaires à vie, malgré eux, sans avoir signé le moindre engagement avec l'ANP.

Les travailleurs et les jeunes conscients du danger contre-révolutionnaire du militarisme bourgeois, tous ceux qui savent que l'ANP n'était pas sur les lieux du tremblement de terre d'El Asnam pour aider les masses sinistrées, mais pour quadriller la région et éviter que la colère populaire ne débouche sur des émeutes, tous ceux qui ont la haine des bourgeois, des exploiters et de leur Etat, se re connaîtront dans notre combat en vue de mobiliser sur le terrain de la lutte de classe intransigeante le plus grand nombre possible d'ouvriers et de jeunes combattifs pour arracher la libération de nos camarades emprisonnés, ou au moins pour obtenir en attendant des conditions de détention moins inhumaines : transfert dans une prison civile, droit de visite élargi à tous les membres de la famille et aux amis, droit de lecture, droit de recevoir des colis, etc.

Nous ne faisons pas de cette lutte une question de boy-tique. L'arrestation et la condamnation de nos camarades n'est qu'un épisode de plus de la répression bourgeoise qui s'abat sur les masses en Algérie. La lutte pour exiger leur libération est inséparable de la mobilisation en vue de préparer une riposte de classe à la répression bourgeoise.

Les travailleurs et les jeunes combattifs qui veulent se battre contre la répression bourgeoise et pour arracher les libertés politiques et syndicales indispensables au développement du mouvement ouvrier en Algérie devront inscrire dans leurs revendications la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et le libre retour de tous les exilés.

**A BAS LA REPRESSION BOURGEOISE !
LIBEREZ TOUS LES PRISONNIERS ANONYMES JETES DANS
LES PRISONS DE LA BOURGEOISIE ALGERIENNE !
LIBEREZ BENKHALLAT ET SES CAMARADES !
LIBRE RETOUR POUR TOUS LES EXILES POLITIQUES !
LIBERTE D'EXPRESSION, DE REUNION ET D'ORGANISATION
SYNDICALE ET POLITIQUE !**



Mais la lutte continue: hier contre le colonialisme aujourd'hui contre le capitalisme

Le verdict de Blida n'arrêtera pas la propagation

Heureusement que les travailleurs sont trop habitués aux déclarations mensongères des politiciens bourgeois pour être fous au point de les croire sur parole.

La répression bourgeoise qui sévit en Algérie est trop visible aux yeux des masses exploitées qui en font quotidiennement les frais pour que la libération de Ben Bella puisse la faire oublier.

Le poids de l'oppression sociale et politique qui pèse sur les masses est trop lourd pour que le soi-disant "printemps" inauguré par Chadli puisse les abuser aussi facilement que se l'imaginent les agents de la propagande bourgeoise.

Le mensonge bourgeois, suivant lequel il n'y aurait pas de prisonniers politiques en Algérie, s'inscrit parfaitement dans la lignée de toute une série de mensonges : La société algérienne, ne serait pas une société de classes et ne connaîtrait donc pas de lutte de classes, l'Etat algérien ne serait pas un Etat bourgeois, mais plutôt un Etat de tout le "peuple", l'A. N. P. ne serait pas une armée comme toutes les armées bourgeoises, mais une armée "populaire" au service des masses, etc.

Mais la bourgeoisie a beau mentir, la réalité brutale que vivent dans leur chair les masses travailleuses, est là pour témoigner que, sans parler de toutes les tares de l'arriération économique et sociale, la société algérienne, comme toute société bourgeoise, est déchirée par un antagonisme croissant entre exploités et exploités. Les exploités, les bourgeois, ne font que s'enrichir et consolider leur assise sociale et leur pouvoir politique, tandis que les exploités, ouvriers et paysans pauvres, plongés dans une insécurité croissante, subissent la dégradation constante de leur situation déjà dramatique.

Comment une telle société peut-elle être à l'abri de la lutte de classes ? Lorsque dans les documents officiels du Ministère du Travail, la bourgeoisie reconnaît que, pour la seule année 1977, il y aurait eu en Algérie, 332 grèves, dont 129 dans le secteur soi-disant "socialiste", n'avoue-t-elle pas implicitement qu'elle doit faire face à une lutte de classes de plus en plus ouverte ?

"Les grèves qui relèvent de la nature même de la société capitaliste", écrivait Lénine, en 1899, marquent le début de la lutte menée par la classe ouvrière contre cette organisation de la société."

Il y a quelques semaines, à la suite de la libération de Ben Bella, la bourgeoisie algérienne, par la bouche de ses plus hauts représentants, avait prétendu qu'il n'y avait plus de prisonniers politiques en Algérie.

Et comment une société traversée par la lutte de classe et caractérisée par la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat et les masses pauvres, peut-elle être à l'abri de la violence sociale ? La lutte de classes est inséparable de la violence sociale. Celle-ci peut être, suivant les situations, ouverte ou cachée, en puissance ou en action, forte ou moins forte, mais, elle ne peut disparaître tant qu'il y a des classes, des antagonismes de classes et une exploitation de classe.

C'est pourquoi, la violence bourgeoise est inséparable de la domination bourgeoise. Cette violence est prise en charge par des appareils conçus spécialement à cette fin : armée, police, sécurité militaire, tribunaux, prisons, sans parler des bandes para-légales comme les "frères musulmans".

Mais la lutte des classes ne se manifeste pas seulement à travers des grèves ouvrières et des luttes à caractère économique. La classe ouvrière, qui est née avec la révolution industrielle, a son histoire à elle. C'est une histoire qui remonte à plus d'un siècle et qui est faite de luttes, de sacrifices, de rares et glorieuses victoires, mais surtout de nombreuses défaites dont le bilan et les leçons sont indispensables au combat et au triomphe de demain. C'est au contact des premières luttes historiques du prolétariat que le marxisme, arme idéologique et politique du mouvement ouvrier, a pris corps pour donner les conclusions programmatiques, stratégiques et tactiques qui devront servir à la classe et aux militants qui auront à décapiter le monstre du capitalisme.

Depuis que le marxisme a surgi d'un bloc dans le choc des luttes et des révolutions de 1848 et même dans les périodes de reflux du mouvement ouvrier, une des manifestations de la lutte des classes consiste à brandir le drapeau du communisme, à défendre le marxisme révolutionnaire contre les assauts de la bourgeoisie et du doute révisionniste, à propager les idées du socialisme scientifique parmi les ouvriers d'avant-garde et les jeunes combattifs et à organiser autour du patrimoine historique de la classe ouvrière et des positions de MARX, ENGELS, LENINE, tous ceux qui sont convaincus de la justesse du communisme révolutionnaire et de l'inéluctabilité

de son triomphe historique sur toute la planète.

La bourgeoisie sait parfaitement que la lutte idéologique et politique, même lorsque ses acteurs sont encore trop faibles pour l'articuler avec une participation constante dans la lutte et l'organisation économiques de la classe ouvrière, est une manifestation de la lutte de classes qu'elle cherche à freiner quand elle est incapable de l'escamoter.

La bourgeoisie aimerait mener à elle-seule, la lutte de classes, c'est à dire sans réactions de la part des ouvriers et des masses exploitées.

Sa lutte économique ? exploiter la classe ouvrière pour lui extorquer la plus grande quantité possible de plus-value en réprimant toute lutte ouvrière visant à diminuer le temps de travail et à augmenter les salaires.

Sa lutte politique ? renforcer l'Etat bourgeois et ses appareils répressifs ainsi que les organisations "de masse" à sa botte, interdire aux prolétaires et aux exploités tout droit d'expression, de réunion d'organisation et de manifestation.

Sa lutte idéologique ? répandre dans les masses l'esprit de soumission, le nationalisme, le chauvinisme, l'obscurantisme religieux pour retarder l'éveil de leur conscience de classe et leur conscience révolutionnaire.

Pour mener le plus efficacement possible la lutte de classes la bourgeoisie dispose de ses appareils répressifs et de tout un arsenal de lois.

Sur le terrain économique, non contents d'avoir à leur disposition l'appareil bureaucratique de l'U. G. T. A. dont la fonction est d'empêcher les ouvriers de lutter et les institutions de la collaboration de classes de la Gestion "socialiste" des entreprises (GSE) les bourgeois algériens ont carrément fait interdire la grève dans le secteur public.

Le code pénal en vigueur, assimile purement et simplement la grève à un délit. L'article 171 de ce code, stipule :

"est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 500 à 20.000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, a amené ou

du marxisme révolutionnaire

Des militants condamnés pour "atteinte à la sûreté de l'Etat" et "Complot", ne seraient donc pas des prisonniers politiques ?

maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail. Lorsque les violences, voies de fait, menaces ou manoeuvres ont été commises par suite d'un plan concerté, les coupables peuvent être frappés de l'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et cinq ans au plus."

Sur le plan politique et idéologique, l'Etat bourgeois interdit aux masses toute liberté de mouvement et d'organisation autonomes, les fameuses libertés d'expression, de réunion et d'association qui accompagnent la "démocratie socialiste" ne peuvent être exercées que dans le cadre de la loi bourgeoise et des institutions mises sur pied pour défendre et protéger les privilèges des capitalistes.

Le système de domination politique de la bourgeoisie algérienne ne fait que seul le parti unique F.L.N. ait droit d'avoir une activité publique, les néo-staliniens du P.A.G.S., tolérés par la bourgeoisie pour les services de larbins qu'ils lui rendent, se contentent pour le moment, d'une activité semi-publique. Si on exclut donc les staliniens les "frères musulmans" et les "bathistes", tous intégrés, d'une manière ou d'une autre, dans le jeu de la bourgeoisie, quand ce n'est pas dans l'appareil d'Etat lui-même, nous pouvons dire que tout ce qui bouge est vite réprimé par l'Etat bourgeois.

L'arrestation et la condamnation de nos camarades, prise dans ce contexte général, ne sont donc qu'un moment de la lutte de classes, même s'il est vrai qu'aujourd'hui, c'est la bourgeoisie qui se trouve pour des raisons objectives, à l'offensive. Plus précisément, l'emprisonnement, les tortures que la Sécurité Militaire a fait subir à nos camarades, et leur condamnation par un Tribunal Militaire, siégeant à la sauvette, sont un épisode de la violence systématique livrée par la bourgeoisie et ses appareils répressifs, contre tous ceux qui refusent de se plier à l'Ordre établi.

Mais le fait que la justice bourgeoise n'ait pas trouvé de preuves matérielles qui puissent étayer l'inculpation de "complot" contre la sûreté de l'Etat, montre clairement que l'objectif des

bourgeois est la chasse systématique aux idées du marxisme révolutionnaire. Le verdict de Blida, est une preuve a contrario, de la validité internationale du marxisme. Il y a plus d'un siècle MARX et ENGELS faisaient remarquer dans le *Manifeste du Parti Communiste*, que le communisme était devenu le spectre qui hantait toutes les classes dominantes et leurs représentants.

En 1848, MARX et ENGELS parlaient surtout de l'Europe. Aujourd'hui, il n'est que trop facile de voir que le communisme, c'est le spectre qui hante la bourgeoisie et les classes possédantes du monde entier. Oui, le marxisme est une "plante de tous les climats", comme l'a toujours défendu notre Parti. Le verdict de Blida, vient donc confirmer une confirmation supplémentaire à cette thèse.

Sinon, de quoi la bourgeoisie algérienne avait-elle peur ? Même un quotidien bourgeois, dont la complaisance vis-à-vis de la bourgeoisie algérienne n'est un secret pour personne, reconnaît, en parlant de nos camarades, : *"Il semble difficile de penser, en effet, que les accusés aient pu sérieusement menacer la sécurité de l'Etat"* (Le Monde du 30/12/80)

Si les masses algériennes sont profondément musulmanes et hostiles au communisme, comme se plaisent à le dire les idéologues de la bourgeoisie, pourquoi la bourgeoisie recourt-elle à l'arrestation et à la condamnation de ceux qui risqueraient de s'isoler complètement des masses, du simple fait qu'ils approchent le communisme ?

Si les travailleurs algériens mettent vraiment "l'intérêt national" au-dessus de tout et rejettent la lutte des classes parce qu'ils trouveraient contraire aux sentiments de la fraternité musulmane cette lutte, pourquoi la bourgeoisie éprouve-t-elle le besoin de jurer à la sauvette et dans le silence le plus complet, des personnes qu'elle accuse d'être en contact avec un Parti qui lui, ne cache pas, au contraire, que sa raison d'être est d'aiguiller la lutte de classes, de la développer et de la mener jusqu'à son point culminant, l'insurrection armée et la prise du pouvoir pour instaurer la dictature du prolétariat ?

Certes, le verdict de Blida est un coup porté contre notre parti. Mais c'est un verdict qui

doit aussi être mis en avant par tous les militants de la cause ouvrière, pour contribuer à ouvrir les yeux de leurs frères de classe, soumis au matraquage idéologique quotidien de la bourgeoisie qui a fait sienne toutes les armes de la guerre psychologique héritée des services de la S. A. S. de la période coloniale.

Les bourgeois ne perdent rien pour attendre. Le confort dans lequel ils exercent aujourd'hui leur domination, n'est pas aussi éternel qu'ils se l'imaginent. Toutes les classes possédantes et leurs Etats ont tenté, par le passé, de résister aux nouvelles idées qui proclamaient leur déchéance et la nécessité de les abattre par la violence et la répression. Mais, à la longue, la violence qui ne va pas dans le sens de l'histoire, est vouée à l'échec.

La bourgeoisie algérienne a beau s'acharner sur les marxistes, elle n'empêchera pas le communisme révolutionnaire de se propager et de gagner le coeur et l'esprit de tous les militants sincères et honnêtes, qui veulent se battre pour en finir avec ce monde de misère et de mensonges.

La répression syndicale n'empêchera pas les grèves de se généraliser, de se développer, ni les ouvriers de coordonner leurs efforts de lutte et d'organisation économique.

De la même façon, la répression idéologique et politique, n'empêchera pas la propagation irrésistible du marxisme révolutionnaire, l'implantation et le renforcement du Parti de classe révolutionnaire, seul en mesure de donner à la classe ouvrière l'unité de but, de volonté et d'action dont elle a besoin pour détruire l'Etat bourgeois, instaurer sa dictature de classe et transformer, en liaison avec le prolétariat de tous les pays, la société dans un sens communiste.

SOUSCRIPTION SPECIALE POUR LA DEFENSE DES EMPRISONNES DE BLIDA

Envoyez vos dons en espèces, ou par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Saro, avec la mention : "SOLIDARITE ALGERIE"

Adresser les envois aux Editions Programme, 20 rue Jean Bouton, 75012 Paris.

Ce qu'est et ce que veut

Inutile de souligner que la clarification est vraiment le dernier souci de la presse bourgeoise. C'est ainsi que plusieurs quotidiens parisiens ont qualifié notre parti de "trotskyste". Le journal de la contestation existentialiste petite-bourgeoise *Libération* a même ré-ussi le coup de dire deux fois "trotskyste" alors qu'il avait consacré à la condamnation de nos camarades un petit paragraphe en bas de la dernière page.

Nos lecteurs pourront se référer à nos textes fondamentaux et à notre presse pour s'apercevoir que nous n'avons rien à voir avec le mouvement trotskyste, même si le courant de la Gauche italienne dont notre parti est issu a combattu parallèlement à Trotsky et à l'Opposition russe le mensonge du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne.

La Gauche italienne est un courant marxiste révolutionnaire qui s'est développé avant la première guerre mondiale au sein du Parti Socialiste Italien. Avant même qu'il y ait une liaison formelle entre les deux courants, les positions de la Gauche italienne, contrairement à celles de Trotsky avant la révolution d'Octobre, ont convergé avec celles des bolchéviks sur toutes les questions stratégiques essentielles : lutte contre le réformisme et l'anarchisme, proclamation du défaitisme révolutionnaire face à la guerre impérialiste et de la nécessité de transformer celle-ci en guerre civile révolutionnaire pour la prise du pouvoir et la destruction de l'Etat bourgeois, dénonciation de toutes les formes de centrisme qui tentait d'éviter la séparation avec les partis de la IIème Internationale en proie à la gauchère social-réformiste et social-patriotique sous couvert de l'argument hypocrite et mensonger de l'"unité" du mouvement ouvrier alors que l'opportunisme signifie précisément la scission de fait des rangs du prolétariat et la soumission de celui-ci aux règles du jeu parlementaire de la bourgeoisie.

Au Congrès du Parti Socialiste Italien qui se tint à Livourne en janvier 1921, la Gauche fonde le Parti Communiste d'Italie qu'elle dirige jusqu'en février 1923, date de l'arrestation des dirigeants de la Gauche par le régime fasciste de Mussolini. Mais la Gauche continuera son travail au sein de l'Internationale Communiste avec laquelle elle convergerait sur le plan du programme et des principes, en essayant de délimiter rigoureusement ses normes organisatives et ses méthodes tactiques afin de prévenir la dégénérescence oppor-

DANS LES CONDITIONS POLITIQUES QUI PRÉVALENT EN ALGÉRIE, IL EST TRÈS DIFFICILE D'AVOIR À SA DISPOSITION UNE DOCUMENTATION SUFFISANTE POUR POUVOIR CONNAÎTRE DE MANIÈRE NON SUPERFICIELLE LES POSITIONS DES DIFFÉRENTS COURANTS QUI SE RÉCLAMENT DU MARXISME. AJOUTONS À CE PHÉNOMÈNE QUE NOMBREUX SONT AUJOURD'HUI LES

tuniste qui, en 1926, cessera d'être une dangereuse éventualité pour devenir une douloureuse réalité dont la Gauche italienne a dû par la suite tirer le bilan dynamique pour nous le laisser à nous, jeunes militants de la cause ouvrière et au parti qui se réclame aujourd'hui de son magnifique combat.

Durant toutes les années difficiles de contre-révolution stalinienne où tout semblait perdu pour le mouvement ouvrier et communiste, on peut dire que par son attachement orthodoxe aux principes du communisme, par son intransigeance de fer, par la lucidité marxiste des appréciations historiques qu'elle a données sur le cours de plus en plus totalitaire de la démocratie bourgeoise, sur la situation à laquelle a été réduit politiquement et physiquement le prolétariat et par conséquent sur les perspectives et les conditions de la reprise révolutionnaire, la Gauche italienne fut le prolongement du bolchévisme compris comme restauration intégrale du marxisme et lutte sans quartier contre toutes les formes de révisionnisme. C'est sur la base de ce patrimoine, consigné dans les thèses de la Gauche de 1920-1926 et dans le bilan des années suivantes, que se constitua notre petit parti, d'abord en Italie en 1951, avant de commencer à étendre son réseau organisationnel qui est aujourd'hui de plus en plus international.

Notre parti, aussi petit soit-il aujourd'hui, (et ce n'est pas la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier international que les révolutionnaires sont confrontés à une situation où leur voix ne se fait pas beaucoup entendre) a la fierté de se revendiquer de la ligne qui va du manifeste communiste de 1848 jusqu'aux années glorieuses de l'Internationale de Lénine.

Contrairement à tous ceux qui mutilent et trahissent le marxisme révolutionnaire sous prétexte de l'actualiser et de le moderniser, notre parti défend avec acharnement l'intégralité du programme communiste. Le marxisme est l'arme théorique du prolétariat en lutte contre l'esclavage capitaliste pour l'instauration d'une société sans classes, la société communiste. Tant que le capitalisme demeure sur pied,

sous une forme privée, étatique ou autogestionnaire, rien n'est plus actuel que de s'organiser et de lutter pour l'abattre. Tant que la lutte pour en finir avec le capitalisme et instaurer le communisme demeure à l'ordre du jour, le marxisme est d'une actualité brûlante.

Le marxisme est la théorie révolutionnaire qui cristallise les conditions historiques de l'émancipation prolétarienne. Le marxisme démontre que la chute du capitalisme est inéluctable et éclaire le chemin que le prolétariat doit nécessairement parcourir pour en finir avec le monde infâme du capital.

La société bourgeoise ne peut être réformée mais doit être bouleversée de fond en comble pour assurer le passage à la société sans classes et donc sans exploitation ni oppression.

Le capitalisme, et donc les conditions d'exploitation de la classe ouvrière, ont un caractère international comme en témoignent l'intégration croissante de toutes les économies nationales dans le marché mondial, le phénomène de l'émigration ouvrière et du brassage des différentes nationalités dans tous les continents ainsi que la sainte alliance internationale des Etats bourgeois en vue de contenir les explosions sociales.

La lutte du prolétariat, son organisation et la société communiste qui surgira de son combat historique ne peuvent par conséquent qu'être internationales. C'est là la base matérielle de l'internationalisme prolétarien que nous revendiquons et que notre parti réalise déjà concrètement dans toutes les manifestations de sa vie.

L'Etat bourgeois ne peut pas être démocratisé mais doit être violemment détruit par le prolétariat insurgé. La transformation de la société dans un sens communiste ne peut se réaliser qu'avec l'instauration de la dictature du prolétariat qui interviendra despotiquement dans les rapports de production et de propriété pour abolir l'exploitation de classe et ses représentants qui seront mis hors-la-loi tant qu'ils subsisteront socialement.

Mais toutes ces tâches, insurrection armée, destruction de l'Etat bourgeois, instauration de la dictature du prolétariat et transformation économique et

le Parti Communiste International

ORGANISATIONS ET LES GROUPES SE RÉCLAMANT DU COMMUNISME. LA CONFUSION QUI S'EN SUIT EST GRANDE PARMIS TOUS CEUX QUI CHERCHENT, SOUVENT AVEC ENTHOUSIASME, À S'APPROPRIER LE PATRIMOINE HISTORIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX DE SA THÉORIE RÉVOLUTIONNAIRE.

sociale de la société pour assurer l'avènement du communisme, ne peuvent être accomplies que si le prolétariat s'organise sous la direction exclusive de son parti de classe révolutionnaire : le parti communiste mondial fondé sur la base du communisme révolutionnaire de Marx et Lénine qui seul peut donner à la classe l'unité de but, de volonté et d'action dont elle a besoin pour vaincre.

C'est ce programme clair et tranchant que le Parti Communiste International défend et entend réaliser. Tous les révolutionnaires sincères qui ont horreur de l'hypocrisie, des tergiversations, des demi-mesures, des compromis de trahison qui

consistent à échanger l'avenir du prolétariat contre de fallacieuses réformes tendant à rendre plus trompeuse la domination de la bourgeoisie, se reconnaîtront dans ce programme.

Mais notre parti n'est pas une organisation fermée dans une tour d'ivoire. Notre parti est convaincu que la simple propagande générale de ses principes ne lui permettra pas à elle seule de réaliser son programme. Il défend avec acharnement le marxisme, consacre des efforts immenses pour le propager surtout dans les avant-gardes ouvrières et parmi les jeunes combattifs et renforce son organisation par le prosélytisme, l'adhésion de nouveaux membres et leur encadre-

ment dans un tissu organique qui lui assure la plus grande homogénéité de volonté et d'action.

Mais notre parti est formé de militants qui luttent partout où la classe vit pour elle-même. Il est convaincu que sa participation dans toutes les formes de résistance de la classe ouvrière et des masses exploitées à toutes les formes d'exploitation, d'oppression et de répression bourgeoises est indispensable, non seulement pour la fusion entre le communisme révolutionnaire incarné par le parti de classe et les avant-gardes du mouvement ouvrier, mais aussi pour son propre développement et renforcement d'une part et pour assurer d'autre part au mouvement ouvrier le maximum de chances pour se développer sur des bases de classe saines en dehors de l'influence paralysante des idéologies, des pratiques et des organisations bourgeoises et petites-bourgeoises.

Points de principe de notre programme

NOUS REPRODUISONS DANS CE NUMÉRO SPÉCIAL LES PRINCIPES DE BASE DU MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE CONTENUS DANS LE PROGRAMME DE NOTRE PARTI POUR AIDER NOS LECTEURS ET TOUS CEUX QUI S'INTÉRESSENT À NOS POSITIONS À MIEUX NOUS CONNAÎTRE :

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dépend sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers

la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politiques la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique programmatique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande

de politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

CONTRE LE SILENCE ET LES MENSONGES DE LA BOURGEOISIE, LEVEZ HAUT L'ÉTENDARD DE LA VÉRITÉ RÉVOLUTIONNAIRE, REPRODUISEZ, FAITES LIRE ET DIFFUSEZ CE BULLETIN AUTOUR DE VOUS !

Comment riposter à la répression bourgeoise

L'approfondissement de la crise économique et sociale du capitalisme ne peut signifier pour la classe ouvrière et les masses exploitées que l'aggravation de leur situation déjà précaire. Les conditions de vie et de travail qui deviennent chaque jour plus insupportables ne peuvent et ne pourront que susciter encore plus demain des réactions de défense ouvrière.

La bourgeoisie a beau faire de grands discours, la lutte de classe est avant tout déterminée par le développement des contradictions matérielles du capitalisme. La contradiction la plus criante est celle qui fait que la misère dans laquelle sont plongées les masses laborieuses s'accroît au moment même où, à l'autre pôle de la société, les richesses s'accumulent dans les mains des classes possédantes, classes parasitaires par excellence.

Face au danger potentiel que constitue l'émergence des luttes sociales pour l'Ordre capitaliste, la bourgeoisie ne peut évidemment répondre qu'en blindant chaque jour davantage son appareil d'Etat et en accentuant la pression politique et physique qu'elle fait peser sur le prolétariat et les masses exploitées.

C'est pourquoi vouloir lutter contre la répression qui sévit en Algérie sur le terrain de la "démocratie en général" et des forces inter-classistes ou pluri-classistes ne peut déboucher dans le meilleur des cas que sur une impasse. La dictature qui sévit en Algérie n'est pas une "dictature en général", pour la bonne raison qu'il n'a jamais existé et il n'existera jamais de "dictature en général", mais toujours - tant que l'Etat subsiste - une dictature de classe. En Algérie, comme dans tous les pays aujourd'hui, la classe ouvrière doit faire face à la dictature de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, il est criminel de faire croire aux travailleurs que dans la lutte contre la répression bourgeoise et pour arracher les libertés politiques et syndicales ils peuvent compter sur des forces bourgeoises, semi-bourgeoises, petites-bourgeoises, sous prétexte qu'en Algérie, le régime politique repose sur l'intervention directe de l'ANP dans les rouages de la machine étatique et sur le "Parti unique". Mais l'appareil hiérarchique de l'ANP n'est-il pas au service de la bourgeoisie ? N'est-il pas composé de bourgeois ? Est-il besoin de rappeler qu'il est vraiment rarissime de voir un officier supérieur de l'ANP qui ne soit en même temps un capitaliste ? Et le FLN, ne défend-il pas les intérêts de la bourgeoisie ?

Il s'ensuit que les classes sociales qui sont réellement intéressées

par la lutte contre la répression bourgeoise sont principalement la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, en passant bien sûr par les larges couches semi-prolétariennes. La lutte pour libérer tous les camarades qui sont détenus, pour arracher les droits de grève, d'expression, de réunion et d'organisation, se présente par conséquent comme un combat pour défendre les conditions de la lutte prolétarienne, inséparable de la lutte pour résister à l'exploitation capitaliste.

Certes, la lutte pour défendre les enfants du mouvement social qui sont jetés dans les geôles de la bourgeoisie ne peut exclure l'utilisation des pratiques juridiques qui ne peuvent pas sortir en elles-mêmes du terrain bourgeois, comme par exemple le recours à des avocats, ou même, parfois, la négation devant les tribunaux des faits reprochés. Mais cela ne peut et ne doit jamais faire l'objet de propagande ou d'agitation de la part des communistes révolutionnaires, pour la bonne raison que ceux-ci combattent justement l'illusion mortelle qu'entretiennent les bourgeois parmi les masses exploitées suivant laquelle il peut y avoir, dans le cadre du capitalisme, un procès "loyal" qui serait l'acte d'une "justice souveraine au-dessus des classes" et non un épisode de la guerre sociale entre la bourgeoisie et le prolétariat.

La lutte contre la répression bourgeoise doit donc être menée sur le terrain de la lutte prolétarienne et non pas avec le marais démocratique et inter-classiste. Cette lutte doit revendiquer les méthodes de classe qui fassent jouer en faveur des ouvriers la force que le capitalisme leur donne malgré lui et qui réside notamment dans leur nombre et leur concentration, et non pas dans les méthodes couardes, veules et impuissantes constamment agitées par

les courants démocratiques petits-bourgeois (lettres, pétitions, délégations, etc).

(extraits d'El Oumami n°10)

La bourgeoisie agite la menace du bâton et lance contre nous ses flics et ses bandes parallèles dans l'espoir de nous intimider. Pour nous dissuader d'employer les armes irremplaçables de notre classe : la grève avec piquets, la solidarité ouvrière, l'union de nos rangs, les manifestations de rue, l'organisation de réseaux indépendants de l'Etat, l'auto-défense et l'utilisation de la violence collective.

Ne nous laissons pas intimider par la bourgeoisie. Au demeurant, si la bourgeoisie étale aujourd'hui sa force, c'est, d'un point de vue, un bon indice : elle a peur que l'approfondissement de la crise de son système et l'aggravation de la misère qui en résulte pour les masses poussent celles-ci à faire violemment irruption dans la rue.

A vous, jeunes prolétaires et opprimés, notre parti dit : n'attendez pas que toute la masse bouge pour commencer à faire quelque chose ! Par tout, dans les quartiers, les cités, les usines, les lycées, les cafés, il faut prendre contact et tisser des liens avec tous ceux qui veulent se battre. Il faut tenir compte du contrôle policier et de la nécessité de préserver l'avenir du mouvement et donc la sécurité des noyaux combattifs existants. Mais il ne faut plus attendre pour commencer à organiser des foyers de résistance, surtout dans les quartiers, aux bandes de "frères musulmans", de "Baâthistes" et autres fanatiques au service des exploités, sans parler des structures créées pour institutionnaliser la collaboration de classe comme l'UNJA.

L'heure est à l'organisation de toutes les énergies saines qui se révoltent contre la violence légale et para-légale de la bourgeoisie pour préparer les conditions d'une véritable auto-défense prolétarienne. Les communistes révolutionnaires tâcheront d'y contribuer de toutes leurs forces.

(extraits d'El Oumami n°11)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.